

La contre-révolution dans le Canton de Fribourg (1789-1815). Doctrine, propagande et action [Marius Michaud]

Autor(en): **Andrey, Georges**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **29 (1979)**

Heft 2

PDF erstellt am: **21.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Pellegrini, V. F. Raschèr, L. Deplazes, D. Bathèlemy, M. Kotrba, E. Moneta Caglia und R. Zeli zu nennen.

Klugerweise haben die Editoren ihre Arbeit in der Leventina vorerst beim Jahre 1400 abgebrochen und sind zur Riviera übergegangen, obschon ihr Programm die Publikation bis zum Ende des 17. Jahrhunderts vorsieht. Angesichts der Dokumentenmassen der südalpiner Archive drängt sich eine solche Beschränkung auf, obgleich natürlich auch manches spätere Material interessant sein könnte.

So bleibt im Ganzen der Eindruck eines klug geplanten und zügig durchgeführten wichtigen Werkes, das wertvollste Quellenbestände der tessinischen Geschichte sichert und dem man ein gleichermassen erfreuliches weiteres Fortschreiten wünscht.

Zürich

Hans Conrad Peyer

MARIUS MICHAUD, *La contre-révolution dans le Canton de Fribourg (1789–1815). Doctrine, propagande et action*. Fribourg, Editions universitaires, 1978. In-8°, 519 p., tabl. (Etudes et recherches d'histoire contemporaine, Série historique, 5).

Il y a une trentaine d'années, dans cette même revue (*Revue d'histoire suisse*, 1948, p. 47–74), Jeanne Niquille publiait un solide article sur «La contre-révolution de 1802 dans le Canton de Fribourg». C'était montrer, dans un cas concret et précis, le rôle de cette région catholique et rurale, Etat naguère patricien et bientôt sonderbundien, dans le vaste mouvement qui allait amener dans quelques mois la chute de la République helvétique, création calquée sur le modèle conçu à Paris par les maîtres de la Grande Nation. Reprenant le sujet pour l'élargir à des dimensions chronologiques comparables à celles que lui confère l'atlantiste Jacques Godechot, auteur aussi d'ouvrages désormais classiques sur la Grande Nation (1789–1799) et sur la Contre-Révolution (1789–1804), Marius Michaud en fait une forte thèse de doctorat ès lettres où il apparaît, paradoxalement, que la contre-révolution résume l'histoire politique de Fribourg à une époque où l'Europe et une bonne partie du reste du monde placent la leur sous l'égide de la Révolution.

C'est à travers un récit chronologique cohérent que le lecteur découvre la succession des faits. Tout se passe comme si la révolution appelle la contre-révolution, l'action la réaction, le coup le contrecoup, la diastole la systole, l'aspiration l'expiration. A Fribourg, les respirations de l'Histoire sont surtout perceptibles à travers ses seconds temps! C'est dire, en apparence du moins, une certaine imperméabilité, mais aussi et surtout la formation d'une vraie personnalité, forgée au rythme lent de l'«histoire immobile» (Le Roy Ladurie) d'un interminable Ancien Régime, avec une orientation plus marquée depuis la Réforme, tournant décisif qui, par le truchement de l'option catholique, en a fait une terre confessionnellement isolée en pays protestant. Refus de la nouveauté, résistance au changement, qu'il soit religieux, politique, social, économique ... A cet égard, on lira avec beaucoup d'intérêt la longue Introduction, «Les bases de la contre-révolution» (politiques, socio-économiques, religieuses). Elle montre que la contre-révolution est plus structurelle que conjoncturelle, plus sociologique que dogmatique. L'auteur renonce pourtant à franchir le pas de l'histoire proprement économique et sociale, ce que prouve le sous-titre de son livre. Mais là encore, il garde ses distances. «Doctrine, propagande ...», sans doute. En fait, souligne-t-il, la contre-révolution fribourgeoise ne repose pas sur une véritable doctrine: la cité des Zähringen n'a pas son théoricien en la matière, pas plus d'ailleurs que son théoricien de la révolution. Raison pour laquelle Michaud renonce sciemment à l'emploi de la majuscule pour le mouvement qu'il décrit à travers

un bon quart de siècle scandé par les grandes coupures de l'histoire nationale et internationale: 1789, 1798, 1803, 1815.

De 1789 à 1798, c'est la «réaction aristocratique». Echaudés par l'insurrection de Chenaux (1781), les patriciens s'appliquent à surveiller les personnes, à censurer les écrits et les idées, mais aussi à lutter plus ou moins ouvertement contre la France révolutionnaire. Fribourg a de gros intérêts à défendre outre-Jura. Il le fait avec d'autant plus d'énergie qu'il est maître de sa politique extérieure. Ses liens avec la monarchie vacillante sont étroits, à travers le «service étranger» notamment. Le roi décapité, les «capitulations» rompues, les pensions coupées, la Ville et République des bords de la Sarine songe à déclarer la guerre aux «brigands» qui dirigent la France. La majorité des cantons s'y oppose. Par dépit en quelque sorte, le gouvernement fait bon accueil aux représentants les plus éminents de l'Emigration, nobles de haut rang dont certains intriguent pour entraîner la Suisse dans la coalition alliée contre les régicides de Paris.

Ces derniers sont en fait les plus conquérants. La Suisse est envahie en 1798 et Fribourg, pour la première fois de son histoire, est occupée. L'occupant, à vrai dire, est accueilli avec joie par la population: n'est-il pas le messager de la liberté, de l'égalité et de la fraternité? Précédé de sa propagande révolutionnaire, le libérateur s'installe en ami, en «démocrate». La République helvétique crée en effet un Etat démocratique, mais aussi centralisé. Or, si la démocratie permet de satisfaire de légitimes aspirations, la centralisation s'avère une erreur fatale. En outre, la fiscalité est aussi lourde, sinon davantage, que sous l'Ancien Régime. Quant à la religion, des menaces sérieuses pèsent sur elle: du moins, est-ce ainsi qu'en parlent les anciens dirigeants, de même que bien des curés pour qui la Révolution, c'est le Diable! Dès 1799 donc, des troubles éclatent, suivis en 1802 de la «contre-révolution fédéraliste et aristocratique» avec le retour au pouvoir de bon nombre de patriciens.

Ainsi, faute d'avoir fait ses preuves, le nouveau régime a valorisé l'ancien. Est-il donc étonnant qu'en 1813, les revers de Napoléon, le médiateur de la Suisse, aient abouti au rétablissement presque complet du système politique d'avant 1798? Pour l'immense majorité de la population du canton, composée essentiellement de paysans (environ les trois quarts), la Révolution avait déçu, d'autant plus qu'elle s'était établie avec l'aide d'une puissance étrangère. En 1815, le Congrès de Vienne ne fera que confirmer la Restauration.

La parution de l'ouvrage de Marius Michaud n'est pas dénuée d'une certaine signification sociologique et politique. Elle vient à son heure, elle répond à un besoin. Dans un pays à vocation encore très agricole comme Fribourg, qui n'a pas pu, su ou voulu s'engager tôt sur la voie de la révolution industrielle, nombreux sont ceux qui rêvent encore – n'est-ce pas leur droit? – d'une société régie par les valeurs terriennes. Les doctrines écologiques aujourd'hui en pleine expansion, les succès indéniables du «rétro», la morosité économique, tous ces éléments tendent à se conjuguer pour mettre en doute, à tort ou à raison, la capacité de la démocratie moderne, née en 1789, à gérer convenablement les intérêts de la collectivité. La complexité des mécanismes de ce type de régime accrédite un tel pessimisme, attitude dénonciatrice d'une crise grave de l'autorité au sein des régimes libéraux du monde occidental.

Pour revenir à la contre-révolution fribourgeoise de 1789 à 1815, un fait historique est certain: c'est qu'après l'expérience malheureuse de la République helvétique, la masse des gouvernés fut convaincue de la qualité de ses anciens gouvernants patriciens et qu'elle ne s'insurgea nullement lors de leur retour en force sous la Restauration. Or, c'est précisément aux rapports entre gouvernants et gouvernés que nous

amène la lecture, à cet égard passionnante, de l'étude de Michaud. En apparence tout au moins, les masses fribourgeoises sont versatiles: à peine ont-elles salué la Révolution qu'elles la piétinent. Certains se contenteront peut-être, comme souvent en pareil cas, de philosopher ici sur la fameuse «ingratitude des peuples». A notre avis, il faut aller plus loin et se demander quelle est, dans une telle attitude, la part respective de la spontanéité, de l'irrationnel et de la manipulation. Il fallait s'y attendre, tant la réalité humaine est complexe, l'ouvrage ne fournit pas à ces questions des réponses catégoriques. On observera seulement que l'interprétation par la spontanéité nous renvoie aux tendances foncièrement conservatrices des masses, thèse séduisante puisqu'elle rend compte de leur apathie, passivité, indifférence, immobilité, routine, négligence, etc., comme aussi de leur docilité au pouvoir établi. L'explication par l'irrationnel a la faveur de très nombreux psychosociologues pour qui le comportement des foules relève, dans une grande mesure, de facteurs émotionnels voire passionnels, surtout lorsqu'elles sont mobilisées par la politique. Quant au rôle de la manipulation, il apparaît chez des auteurs fort divers et d'horizons politiques très différents. Pour les uns, la minorité qui manipule ne fait que perpétuer l'état de sujétion, d'asservissement, d'esclavage du peuple, toujours floué, aliéné, frustré. Pour les autres, il s'agit là d'une «douce servitude» dans laquelle se complait la masse, parce qu'elle aime, appelle «l'homme fort». Ce qu'il est convenu d'appeler «l'habileté de la droite à gouverner» se rattache de préférence à cette dernière tendance.

En définitive, et ce n'est pas la moindre qualité d'un livre fort bien écrit d'ailleurs, l'étude remarquable de Marius Michaud pose un nouveau jalon d'une histoire approfondie et scientifiquement élaborée des idées et forces politiques dans le canton de Fribourg. Plus spécialement, et là est l'originalité, il s'agit d'une contribution d'importance à la préhistoire de la principale tendance politique fribourgeoise aux XIX^{me} et XX^{me} siècles. Poussée au-delà de 1815 et enrichie de l'apport des nombreuses études parues en ce domaine depuis une vingtaine d'années (pensons aux travaux de J.-P. Uldry et J.-D. Murith, de H. Vonlanthen et de B. Girard, de R. Ruffieux et Fr. Schneuwly, de Fr. Python et J. Jenny, de M. Droux et A. de Schaller, de Cl. Simonet, M. Millasson, H. Imboden et P. Mollard), une telle recherche pourrait aisément déboucher, en s'inspirant du modèle français de René Rémond, sur une histoire de la «droite» au pays de Georges Python et de Gonzague de Reynold.

Villars-sur-Glâne

Georges Andrey

ALBERT SCHOOP, *Johann Konrad Kern* (2. Band). *Die Gesandtschaft in Paris und die Beziehungen zwischen der Schweiz und Frankreich 1857–1883*. Frauenfeld, Huber, 1976. 852 S.

Der zweite Teil von Albert Schoops Kern-Biographie (Band I, 1968, vgl. SZG 1969, S. 444–446) gibt uns ein exaktes und umfassendes Bild vom Leben und der Tätigkeit des berühmten Schweizer Gesandten in der französischen Hauptstadt. Da Paris – entsprechend seiner damaligen aussergewöhnlichen Bedeutung für die europäische Politik – der wichtigste diplomatische Aussenposten des jungen Bundesstaates gewesen ist, erhalten wir zugleich eine vorzügliche Darstellung eines breiten Ausschnitts der schweizerischen Aussenpolitik in jenem Vierteljahrhundert.

Schoop skizziert einleitend die sehr bescheidenen Anfänge der schweizerischen Diplomatie nach 1848 und deren Entwicklung in den folgenden Jahrzehnten. Als Vertreter eines republikanischen Kleinstaates war Kern in der Welt des Second Empire in verschiedener Hinsicht ein «Aussenseiter», erwarb sich aber dank seiner